

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18678 - 72ÈME ANNÉE

## Deuxième meeting régional de soutien à Jean-Luc Mélenchon

### La dynamique continue de s'amplifier avec le candidat soutenu par le PCR



La semaine dernière à Saint-Pierre avait lieu le premier meeting régional de soutien à Jean-Luc Mélenchon.

Deux semaines après son entrée en campagne pour l'élection présidentielle, le PCR tiendra aujourd'hui à Saint-Paul son second meeting régional. Le PCR est le seul parti réunionnais ayant des responsabilités électives à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon, sur la base d'un programme qui permettra aux Réunionnais de changer de cadre. La dynamique ne cesse de s'amplifier, soulignant la justesse de la décision des communistes.



Le système actuel ne peut pas régler le problème du chômage.

**D**epuis que le PCR est entré en campagne, la situation a rapidement évolué au sujet de l'élection présidentielle. Cela fait aujourd'hui deux semaines jour pour jour qu'un Comité central élargit s'est tenu au Port avec à l'ordre du jour la position du PCR à l'élection présidentielle. Sur la base de l'analyse de la situation de La Réunion, et des propositions faites par les candidats, il s'avère que le programme de Jean-Luc Mélenchon est le plus adapté. Il prévoit en effet une 6e République, et donc une nouvelle Constitution. Pour élaborer la nouvelle loi fondamentale, il prévoit de convoquer une assemblée constituante.

Pour sa part, le PCR considère que le cadre actuel découlant de l'application de la Constitution de la 5e République doit être changé. Si ce cadre a permis des progrès sur les plans sanitaires, sociaux et éducatifs, il n'arrive pas à régler les problèmes fondamentaux à venir et ne donne pas les outils nécessaires pour faire face aux nouvelles menaces.

## Changer de système

Le système actuel est en effet incapable de faire reculer le chômage de masse, la pauvreté qui touche près de la moitié de la population, l'illettrisme qui concerne encore plus de 110.000 personnes ou de régler le problème du manque de logements. Ce système ne donne pas les moyens aux Réunionnais de négocier les conditions de l'intégration de La Réunion dans son environnement régional. Cela se décide à Paris qui a choisi de déléguer cette compétence auprès de l'Union européenne. Conséquence : les intérêts des Réunionnais ne sont pas entendus et l'économie est menacée de ruine.

## Un combat du PCR

Le choix de soutenir Jean-Luc Mélenchon se situe donc dans la lo-

gique de l'orientation du PCR depuis sa création : changer de cadre afin que les Réunionnais puissent avoir plus de responsabilités. Cette responsabilité pourra s'exercer par une assemblée territoriale dotée de compétences élargies, chargée de gérer un fonds de développement. Elle aura aussi la capacité de discuter avec les pays voisins pour négocier les conditions de l'intégration de La Réunion dans sa région.

Mercredi dernier, lors de la conférence de presse du PCR, Yvan Dejean, porte-parole, avait déclaré ceci : « 30.000 tracts expliquant les raisons du choix du Parti distribués, une trentaine de réunions publiques tenues sur les 50 prévues. Trois meetings régionaux dont un déjà déroulé à Saint-Pierre ». Ces résultats obtenus en une semaine de mobilisation s'appuyaient sur une dynamique née de cette décision.

## Dynamique enclenchée

À un peu plus d'une semaine du scrutin, la présence de Jean-Luc Mélenchon au second tour commence à être une hypothèse possible, ce qui était loin d'être le cas au moment du choix du PCR. Ce changement est annoncé aussi par les commentateurs à La Réunion.

Le PCR est le seul parti réunionnais ayant des responsabilités électives à soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. C'est donc la seule organisation politique ayant une base à avoir choisi ce candidat. Force est de constater que la dynamique s'est enclenchée. Elle se manifesterà lors du meeting d'aujourd'hui à Saint-Paul, mardi au Port pour la retransmission par hologramme du meeting de Jean-Luc Mélenchon, et mercredi à Sainte-Suzanne à l'occasion du meeting de clôture de la campagne du premier tour du PCR.

**M.M.**

## In kozman pou la rout

### « La tèr lé pli gra dann bitasyon mon voisin »

Kan mi lir kozman-la kosa sa i fé pans amoin d'après zot ? Mi souvien mon papa kan la guèr l'arivé, l'arète son travaye dann komèrs pou li alé plant la tèr. Li l'ashète in rin d'tèr pèrsonne téi vé pa é mèm lo propriyètèr téi di : « La tèr la, sa lé bon arienk pou plant makaroni avèk do sèl ! ». Mon papa la mète a travaye la tèr : li la mète fimyé, li la shanj plantasyon in l'ané dsi dé é kan la guèr l'arivé son mayok lété kékshoz, parèy pou son patate, parèy pou lo mayi, lo pistash parèy, é bann pyé foyapin lété pa sharjé arienk pou kozé. In zour lo l'ansien propriyètèr i vien fé in tour é li romark bann plantasyon lé pli vanté ké dann tan li la vann lo tèr. Donk li la manj la raj épi li la di : « Vi oi, moin la pa vol aou, moin la vann aou la tèr gra. I sifi d'oir koman bann plantasyon i pous ! » Alé ! Mi lès azot fé travaye z'ot koko d' tête la dsi é ni atrouv pli d'van sipètadyé.



## Edito

# Menace de guerre en Asie

**D**epuis une semaine, les menaces de guerre dans le monde ont considérablement augmenté à la suite d'actions unilatérales du gouvernement des États-Unis. Quelques jours après le bombardement d'une base aérienne syrienne par 59 missiles tirés de navires de guerre, Washington a utilisé une arme de destruction massive en Afghanistan. La plus puissante bombe non-nucléaire jamais utilisée a été lancée depuis un avion. Le président des États-Unis, Donald Trump, s'est félicité de cette action. Il dit avoir donné carte blanche aux militaires pour agir, et souligne que les résultats sont très satisfaisants.

Au même moment, une escadre composée d'un porte-avion et de plusieurs navires lance-missiles fait route vers la Corée. Etat frontalier de la Corée du Nord, la Chine parle de menace de guerre. « Un conflit peut éclater à tout moment », a déclaré Wang Yi, le ministre chinois des Affaires étrangères. La Chine a également décidé de suspendre tous les vols des compagnies chinoises à destination de la Corée du Nord à compter de lundi par mesure de précaution.

À la différence de la Syrie, la Corée du Nord dispose de l'arme nucléaire comme les États-Unis. C'est la seule égalité dans ce rapport de forces militaires. La Corée du Nord n'a pas de bombardiers ou de missiles capables de toucher le territoire des États-Unis alors que ces derniers ont les moyens de rayer de la carte n'importe quelle ville du monde. De plus, les États-Unis ont dans leur arsenal des centaines de bombes atomiques, bien plus qu'il n'en faut pour détruire toutes les civilisations.

« Les options militaires sont en train d'être étudiées » pour traiter le « problème » de la Corée du Nord, a dit un conseiller de la Maison-Blanche cette semaine. Au lendemain de l'explosion de la plus puissante bombe non-atomique en Afghanistan, cette intervention fait froid dans le dos.

Wa-

shington veut en effet à tout prix empêcher la Corée du Nord de poursuivre des essais de missile et de bombes qui ont pour but d'acquérir la capacité de frapper les États-Unis.

« Le vainqueur ne sera pas celui qui tient les propos les plus durs ou qui montre le plus ses muscles », a averti hier Wang Yi. La Chine encourage depuis plusieurs semaines pour une solution dite « suspension contre suspension » : Pyongyang doit interrompre ses activités nucléaires et balistiques, et Washington ses exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, des manœuvres annuelles considérées par le Nord comme une provocation. Les États-Unis rejettent le plan chinois. Mais la Chine juge qu'il s'agit de « la seule option réalisable » et met Washington au défi d'avancer « une meilleure proposition ».

La Corée du Nord peut paraître lointaine, mais La Réunion et les pays de l'océan Indien sont concernés. Comme le rappelait la conférence de presse du PCR mercredi, la plus grande base militaire à l'étranger des États-Unis se situe sur l'île de Diego Garcia, à 2500 kilomètres de La Réunion. Le peuple chagossien a été déporté de cette île et de tout l'archipel des Chagos à cause de la construction de cette base. Ce crime n'est toujours pas réparé car les Chagossiens n'ont pas le droit de retourner dans leur pays. Les tombes de leurs ancêtres ne sont plus entretenues. Or il est clair qu'en cas de guerre, cette île sera utilisée comme base de lancement d'armes de destruction massive.

Le refus des actions unilatérales et le mot d'ordre Océan Indien zone de Paix sont plus que jamais d'actualité.

**J.B.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29

E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23

E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re

E-mail Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

# Oté

## Avoir lo moiyn k'i fo pou nou trap nout responsabilité

*Matant Zélida la ékrir Justin :*

*Mon shèr nové, mon spès salté, rouj de fon dopi l'éternité, moin la tandi dir lo parti rouj de fon i domann vote pou Mélenchon. Moin pèrsonèl, mi pans zot i di sa pars zot i antann dann radyo lo mélanchon i mont dann bann sondaz é lé riskab, d'après sak désèrtin i di, gingn lo zéléksyon mé konm i di défoi : « Kafé dann in tass, la pa kafé fine ariv dann fon gozyé. », pars li pé vèrs ankor avan lo robor la tass i ariv ziska la boush ; tousa pou dir, sondaz sé in n'afèr, mé votaz sé in n'ot afer. Alor, kont touzour, mé fyé pa tro-an touléka prépar tizane matrékèr pou lannmin zéléksyon kan nout kandida mé syé Fillon sar fine ranport la viktoir. Tok ! Pran sa pou toué !*

*Justin la fé pou répons :*

*Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, sak ou i di i étone pa moin d'ou pars ou i sava pa shèrch tro loin dann out rézoneman. Dizon, ou i shèrch pa pou kosa ni domann demoun pou vote pou kandida-la é pa pou in n'ot. Nou la fine dir, mé konm i di la pédagozi lé bazé dsi la répétisyon, m'a répète ankor in kou. Mésyé Mélenchon la di li vé lo sizyèm républik-zordi nou lé dann sinkyème. Pou ariv in sizyèm républik li va domann lo bann zéléktèr d'vote pou in l'asanblé konstituante... Pou donn in nouvo konstitisyon pou La Frans. L'asanblé konstityant ? Ni koné sa nou. Sé in l'asanblé i réini pou donn in nouvo konstitisyon pou lo péi.*

*Akoz in nouvo konstitisyon ? Pars La Frans lé an kriz dopi déza in bon koup de tan ! Lo bann péi l'outromèr lé dann la kriz galman. Alor, in pé i di, lon mète tout dsi la tab épi nou va triyé. Nou va triyé, pa bann dépité va triyé mé nou é nou va aranz sak i marsh pa bien, nou va siprime l'initilité. An pliské sa va mète in poin final avèk réjime lo roi nou lété dodan : nora in sèl roi é so roi-la sora lo pèp : lo pèp o pouvoir pou promyé foi dopi bien lontan.*

*Bin nou la-dan ? nou ni pans, si i réini l'asanblé konstityant nou va nyabou-si la mazorité rényoné lé dakor - réform nout éstati é an avoir lo moiyn k'i fo pou nou trap nout responsabilité. Tok ! Pran sa pou ou matant.*

*Justin*